

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; la lutte des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre le politique personnel et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-23 Marseille

supplément Suisse n° 10

15 mars - 30 avril - Prix : 1.- Fr

le 8 mars, journée prolétarienne et communiste

Au congrès de l'Internationale socialiste qui se tint à Copenhague en août septembre 1910, le 8 mars fut choisi, sur une proposition de Rosa Luxemburg et de Clara Zetkin, comme journée internationale des femmes prolétaires : il s'agissait donc d'une « fête » analogue au 1^{er} mai. Et, comme le 1^{er} mai, elle trouve son origine dans un épisode sanglant de la lutte de classe.

Deux années auparavant, en 1908, les ouvrières de l'usine Cotton, à New York, s'étaient mises en grève, et le patron avait riposté en les enfermant dans l'établissement. Le 8 mars, pour une raison inconnue, le feu ravagea l'usine, les ouvrières furent prises au piège et 129 périrent carbonisées.

Par la suite, le 8 mars devint une date importante dans la lutte de classe.

Le 8 mars 1917 (le 23 février selon le vieux calendrier russe), commence la révolution de février qui conduit au renversement du tsarisme, et voit la participation massive des ouvrières et des femmes prolétaires. Voici ce qu'en dit Trotsky, dans son Histoire de la Révolution russe : « En fait, il est donc établi que la Révolution de Février fut déclenchée par les éléments de base [...] et que l'initiative fut spontanément prise par un contingent du prolétariat exploité et opprimé plus que tous les autres — les travailleurs du textile, au nombre desquel, doit-on penser, l'on devait compter pas mal de femmes de soldats. La dernière impulsion vint des interminables séances d'attente aux portes des boulangeries. Le nombre des grévistes, femmes et hommes fut, ce jour là, d'environ 90.000 [...]. Une foule de femmes, qui n'étaient pas toutes des ouvrières, se dirigea vers la Douma municipale pour réclamer du pain [...]. La « Journée des femmes » avait réussi, elle avait été pleine d'entrain et n'avait pas causé de victimes ».

L'importance de l'apport des femmes à la révolution est confirmée par la Pravda du 18 mars, qui apporte ce témoignage : « Les femmes étaient plus que jamais combattives, et

(suite en page 12)

Editeur responsable :
F. Gambini
20, rue Jean Bouton
Paris 12^e

DANS CE NUMERO :

- Le 8 mars, journée prolétarienne et communiste
- Pour une opposition de classe à la PFS :
 - La réplique démocratique de la "Gauche"
 - L'opportunisme au secours de Furgler
- La Suisse et l'ONU : bientôt un brigand de plus dans la caverne
- La 9^{ème} révision de l'AVS
- Notes syndicales et luttes ouvrières :
 - "Combattre" est mort : un bilan nécessaire
 - Dubied : le retour de manivelle
 - Naville : après la grève
 - Matisa : un tract diffusé par nos camarades
 - 40 h. : à la poussette de l'USS
 - Santé et Capital
 - Pour la libre circulation de tous les prolétaires
- Quand le maître reconnaît les services de son valet
- L'OCDR : sous le jargon ésotérique un démocratisme vulgaire !

Permanence du Parti

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h.
32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite. « Atelier »).

CORRESPONDANCE
POUR LA SUISSE :
Editions Programme,
32, rue du Pré-au-Marché
1007 Lausanne

POUR UNE OPPOSITION DE CLASSE A LA "PFS"

. LA REPLIQUE DEMOCRATIQUE DE LA "GAUCHE" !

Alors que la bourgeoisie complète son arsenal répressif d'un nouveau détachement centralisé et spécialisé dans la lutte antiterroriste, antiguérilla, antiouvrière et que l'opportunisme lui fait écho (voir article sur le PdT), l'extrême-gauche et en particulier la LMR et l'OCDR ne trouvent d'autre riposte que de lancer un référendum contre la loi sur la PFS en compagnie de tous les démocrates petits-bourgeois qui font de la question de la PFS non une question de l'antagonisme total entre prolétaires et capitalistes mais une question du respect de la démocratie bourgeoise.

La démocratie a cet avantage sur les autres formes d'Etat bourgeois, c'est qu'elle peut à la fois se donner les moyens de sa domination physique sur le prolétariat (police, corps spéciaux et armée comme dernier rempart), et les moyens de placer la riposte ouvrière sur un terrain inoffensif (élections, initiatives, référendum). Et de ce second moyen la bourgeoisie s'en sert par l'intermédiaire de l'opportunisme, qui a déjà cent fois dans l'histoire désarmé la classe ouvrière, devant l'armement de la bourgeoisie, en faisant miroiter aux ouvriers la possibilité de combattre l'Etat par le moyen même de l'Etat.

Aujourd'hui encore on veut s'opposer au renforcement policier de l'Etat au nom de la démocratie, et pour la démocratie et on appelle donc le prolétariat aux urnes. Pour les communistes, à la violence de l'Etat bourgeois il ne peut être répondu que par la violence et par l'autodéfense ouvrière. L'autodéfense n'est certes pas, en l'état d'apathie de la classe ouvrière en Suisse, un but immédiat. Mais le chemin qui mène à ce but ne peut pas être multiple, il passe dès aujourd'hui par la démarcation totale d'avec les défenseurs de l'ordre bourgeois et les moyens de lutte qu'ils préconisent. A la propagande pacifiste et démocratique contre la PFS, qui cache la soumission à l'Etat, les révolutionnaires doivent opposer la pro-

pagande de l'opposition de classe, qui elle, s'exprime en termes de rapport de force dans la lutte directe.

Le Comité suisse contre la création de la PFS, dans sa courte plate-forme du 5 novembre 77, s'empresse de montrer que son opposition se situe bien sûr sur le terrain de la démocratie et non de la violence: "Les forces de police prévues le sont de toute évidence pour intervenir contre les mouvements populaires qui n'ont rien à voir avec le terrorisme". On ne reproche donc pas tellement à la PFS d'être orientée vers la répression contre les mouvements de lutte de classe - et donc aussi contre les formes spontanées et désordonnées qu'elle prend dans les attaques individuelles contre des symboles du Capital (banques, ambassades, industriels, etc) - mais de vouloir mettre au rencart cet étouffoir des luttes qu'est la démocratie bourgeoise.

Il ne faut donc pas s'illusionner, les milieux démocratiques qui soutiennent ce référendum ne font pas que rejeter la violence policière de l'Etat, ils rejettent aussi toute forme de violence de la part de la classe ouvrière pour imposer à la bourgeoisie son propre Etat, sa propre dictature. Ils sont les vecteurs de l'idéologie interclassiste, idéologie selon laquelle l'antagonisme entre les classes n'existe pas et les "désaccords" se résolvent par le biais du Parlement représentatif de "l'intérêt général". Et par conséquent leur opposition n'est qu'une opposition sur la forme de la dictature du Capital (forme qui leur laisse une place plus ou moins grande dans le maintien de la classe ouvrière dans ses préjugés légalistes et dans sa soumission aux intérêts du capital), à savoir la dictature par la violence ouverte ou par l'autosoumission du prolétariat.

Il apparaît donc comme évident du point de vue de l'avenir de la lutte de classe que l'opposition à la PFS ne peut se réali-

ser qu'en rupture avec le légalisme de la méthode du référendum.

Les ouvriers doivent comprendre que la PFS est une attaque directe à leur classe qui implique donc leur mobilisation active contre ce projet. Au "large front de refus" de toutes les organisations démocratiques proposé par le Comité suisse, nous opposons le principe du large front ouvrier!

Il est évident qu'une opposition ouvrière sur un terrain de classe ne peut surgir de quelques recettes tactiques ou de quelque alliance avec l'opposition parlementaire mais que par un long travail de propagande classiste au sein de la classe ouvrière et de ses organisations de défense immédiates (syndicats, groupes syndicaux). Ce travail pour les révolutionnaires doit aboutir un jour sur l'organisation de l'autodéfense ouvrière, donc sur l'antithèse des buts poursuivis par l'opportunisme, c'est-à-dire la coexistence pacifique des classes.

Les révolutionnaires ne doivent pas oublier que la lutte contre les corps de répression bourgeois passe aussi et plus que jamais aujourd'hui par la solidarité avec les victimes de la répression. Or le tragique assassinat des anarchistes allemands, ainsi que la vaste campagne de chasse à l'homme déclenchée dans tous les pays d'Europe ont démontré à quoi se limitait la solidarité de l'opportunisme et de l'extrême-gauche: à encourager la bourgeoisie dans la mise sur pied d'une Internationale des flics pour le premier, à s'abstenir de toute campagne de solidarité avec ces militants frappés à mort pour la seconde, sous prétexte qu'ils font le jeu de la répression! (voir le "supplément" n° 8).

. L'OPPORTUNISME AU SECOURS DE FURGLER !

Dans la tâche de la défense de la démocratie et de l'ordre public, l'opportunisme se targue toujours de pouvoir faire mieux et à moindre frais que son maître bourgeois. Alors qu'en Italie le PCI et les syndicats pactisent avec la bourgeoisie contre la violence, contre les augmentations de salaire, contre l'abaissement des rythmes de travail et la diminution du temps de travail, mais par contre pour la liberté des patrons de licencié, suivi de près par le PCE qui en octobre dernier scellait son amitié et sa solidarité avec sa bourgeoisie au Palais de la Moncloa et classait le terrorisme parmi les trois plus graves menaces pour l'Etat espagnol, et qu'en France le PCF, sentant venir le temps des responsabilités gouvernementales, rassure la bourgeoisie - comme s'il le fallait encore! - de sa loyauté envers les institutions et de son goût de l'Ordre avant tout, en Suisse le PdT, lui aussi, ne manque pas le coche pour faire savoir à la bourgeoisie qu'elle peut compter sur lui dans la lutte contre la violence qui s'en prend aux institutions démocratiques.

Et c'est bien sûr au Parlement que se font les grandes déclarations de principe. Le 15 décembre 77, J. Vincent, en tant que porte-parole du groupe PdT-PSA (car le PSA boit bien sûr de la même eau sale), intervenait donc dans l'hémicycle sur le thème "Qu'est-ce que la "sécurité intérieure"?". Dans ce discours révélateur, la position est claire: "Aussi si l'on nous déclare que l'on doit renforcer la police fédérale, telle qu'elle est, nous sommes d'accord.

Si l'on nous dit que l'on doit créer des contingents et des brigades spécialisées dans les polices cantonales - Lucerne, Zoug, Schwitz, Uri, Obwald et Nidwald en possèdent déjà depuis deux ans - nous sommes d'accord. Si l'on prétend qu'il faut renforcer les polices spécialisées d'aéroports et de frontières, nous l'admettons de même que la création de contingents spéciaux pour la protection des conférences internationales et des représentations diplomatiques."

On ne peut mieux exprimer sa loyauté à la bourgeoisie, qu'en promettant comme berceuse au pro-

létariat les bruits de bottes des légions "renforcées" des cerbères! Cette volonté d'armer l'Etat bourgeois contre toute tentative de révolte violente va de pair avec le renoncement - même verbal - de toute contrainte de l'Etat ouvrier sur la bourgeoisie, de toute action de force dans la lutte pour le pouvoir, de toute référence - même littéraire - à la nécessité des affrontement de classe, etc. Et quand on abandonne - abandon qui date de la dégénérescence stalinienne - la défense ouvrière, on ne peut qu'embrasser la défense de sa classe ennemie. Si jusqu'à présent l'opportunisme avait pu masquer ses intentions réelles, il ne le devait qu'à une situation nationale, et surtout internationale, où le capital en pleine euphorie d'après-guerre pouvait exercer sa domination dans un contexte social favorable. Mais les contradictions accumulées au cours de cette course effrénée du capital ont éclatées au grand jour mettant en lumière les antagonismes de classe qu'elle contenait.

L'opportunisme, comme à chaque crise (et surtout quand elle débouche sur une guerre impérialiste), vient donc logiquement au secours de l'Etat et abandonne alors tous les artifices dont il se paraît.

Violence, terrorisme et lutte de classe

C'est le titre de la brochure n° 8 parue dans la série « Le Proletaire ». Elle reprend les principaux articles publiés dans notre presse ces derniers mois.

Lecteurs, sympathisants, passez commande au siège du journal et diffusez-la largement!

A en croire le PdT une police cantonale, renforcée par des corps spéciaux spécialisés dans la lutte antiterroriste, ne serait pas une police antiouvrière, antimanifestation, antigreve, antiémeute, antirévolte! Il y a là une dialectique qui nous échappe! Notons le coup de chapeau que J. Vincent donne en passant aux cantons les plus arriérés dans leurs traditions politiques pour leur avance dans le

domaine de la répression, ainsi qu'au camp de Drognens où les gendarmes fribourgeois s'entraînent au combat de rue et à la chasse aux desperados anticapitaliste.

Ce que craint surtout le PdT dans la création d'une police fédérale de sécurité, c'est que sa centralité n'apparaisse aux yeux des prolétaires comme une attaque directe à leur classe et donc ne déclenche des manifestations d'hostilité sur le terrain de la lutte de classe ou qu'elle intervienne dans les luttes immédiates à la manière des CRS français. Mais n'est-ce pas là, Messieurs le rôle dévolu à toute police, qu'elle soit fédérale ou cantonale?! Si l'opportunisme fait part de ses craintes à la bourgeoisie, c'est bien pour l'avertir que dans de telles conditions il ne peut plus garantir son rôle d'amortisseur social. "Or les luttes politiques doivent se mener d'abord, surtout et seulement sur le terrain démocratique", affirme J. Vincent en voulant démontrer que finalement du point de vue de la défense de l'Etat démocratique la souplesse de l'illusion démocratique et le déviation de toute lutte de classe sur le terrain légaliste et parlementaire sont de loin plus favorable à la rudesse de la matraque. Le PdT met donc en avant ses qualités d'agent de la bourgeoisie au sein du prolétariat pour donner des conseils à Furgler et demander à son maître de ne pas lui ôter un bout du rôle de pompier social qu'il a depuis toujours et qui lui va si bien.

Contre le terrorisme, le PdT ne demande pas que des "brigades spéciales", il demande aussi "une mobilisation populaire". Mais n'est-ce pas la mobilisation du peuple contre le terrorisme que la bourgeoisie cherchait lorsqu'elle lançait à travers les mass-média une campagne de propagande en faveur de la délation et de la chasse aux sorcières. Il est vrai qu'elle n'a peut être pas obtenu l'assentiment total de la classe ouvrière. Voilà un vide que le PdT s'efforce justement de combler.

J. Vincent ne s'embarrasse pas par ailleurs pour déclarer qu'entre le PdT et Bonnard (*), il n'y a finalement pas de divergence de fond: "Nous ne voulons pas, quant à nous, d'une troupe de police spéciale aux ordres du gouvernement. Nous ne sommes pas les seuls du reste. M. Bonnard s'est exprimé ici, mais dans son journal, dans le "Journal de Genève" et la "Gazette de Lausanne", dans un éditorial on a invité à "trouver le style qui convient en matière policière, mélangeant vigilance et discrétion", à "veiller aux problèmes de communications, de langues", on ne pourrait mettre sans précaution une police vaudoise ou genevoise sous les ordres d'un policier fédéral sorti des rangs des grenadiers bernois!"

Outre son appel à une police plus efficace parce que travaillant dans l'ombre et pouvant de ce fait mieux frapper par surprise

se les prolétaires sans qu'ils aient eu le temps de préparer leur riposte (parce que c'est à cela que mène une police "discrète" et "vigilante"), le PdT s'inquiète aussi de l'entrave au bon fonctionnement de la PFS que constitue les rivalités xénophobes entre romands et alémaniques! Le PdT cache aux ouvriers une chose, c'est que face au danger prolétarien la bourgeoisie sait très bien abattre les barrières nationales ou linguistiques, l'Internationale des flics mise sur pied dans la lutte antiterroriste en est bien la preuve irréfutable.

"Avoir confiance dans le peuple", "faire reculer les colères d'impuissance", ne pas "jeter de l'huile sur le feu", clame J. Vincent en conclusion, pour affirmer sa foi en la force mystificatrice de la démocratie bourgeoise et en sa force d'autodisciplinarisation de la classe ouvrière.

Face à la PFS, la classe ouvrière pour se défendre avec des armes de classe, se heurtera au front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme. Il est donc du devoir des révolutionnaires de démasquer la fausse opposition de l'opportunisme au renforcement policier de l'Etat, fausse opposition dont le rôle objectif est de canaliser les réactions ouvrières éventuelles dans le sillon des inoffensives déclarations oratoires, des pétitions et des référendums. Fuir cette nécessité c'est s'ôter tous les moyens pour parvenir à placer la riposte ouvrière sur un terrain de classe.

(*) député libéral, chef démissionnaire du département de justice et police du canton de Vaud et défenseur au Conseil national du projet de création de la PFS.

la Suisse et l'ONU: BIENTOT UN BRIGAND DE PLUS DANS LA CAVERNE

Depuis quelques temps la bourgeoisie s'inquiète de l'isolationisme politique et diplomatique de la Suisse et envisage donc son intégration à l'ONU, cette "caverne de brigands" (selon l'expression de Lénine). Il n'est plus à démontrer que la neutralité helvétique est le paravent idéologique à un impérialisme omniprésent sur le globe. Mais en ces temps de crise la bourgeoisie voit d'un mauvais oeil certaines des conséquences d'une neutralité trop "pure". Trop de marchés, trop d'affaires sont conclus dans les couloirs du parlement de l'ONU, pour qu'elle s'écarte plus longtemps de ce festin.

Et la bourgeoisie a suffisamment de cran pour avouer à qui veut l'entendre que son adhésion n'a pas pour objet les grands débats stériles de l'Assemblée avec son cortège de décisions au service du plus fort, mais les discussions en coulisse, car c'est là nous dit-elle que les liens se tissent, que les décisions se prennent, que les diplomates règlent entre eux leurs affaires. On ne peut pas laisser échapper pour la capitale de telles occasions de renforcer sa puissance sur le marché mondial.

En voulant convaincre le "petit peuple" que l'adhésion à l'ONU ne remet pas en cause la neutralité politique de la Suisse (car les décisions politiques prises sont sans effet nous dit-elle), la bourgeoisie nous confirme que, comme tout parlement bourgeois, l'Assemblée de l'ONU est une volière de bavards qui ne fait jamais qu'entériner le rap-

ports de force entre impérialismes (rapports de force qui s'établissent en fait au niveau de la puissance financière et commerciale sur les marchés mondiaux et sur la puissance militaire). Comme dans tout parlement bourgeois aussi, c'est dans les couloirs que se prennent les décisions; l'hémicycle n'est là que pour la parade, pour gantier de velours la main de fer de l'Etat et de l'impérialisme dominant et pour faire miroiter aux prolétaires les illusions interclassistes et démocratiques.

LA 9ème REVISION DE L'AVS

Aller aux urnes pour décider Lui-Même à quel moment Il doit se serrer la ceinture avec, en prime, le droit de dire de combien de crans Il veut se la serrer: Tels sont les privilèges réservés au "Peuple Souverain".

Pas plus qu'une autre votation à caractère économique, la 9ème révision de l'AVS n'échappe à cette "alternative" puissante: "Quant et comment vais-je me faire avoir?" ou ce qui revient au même: "Quant et comment vais-je permettre aux classes dominantes de gérer Leurs Intérêts avec le moins de difficultés possibles?"

Cette votation sur la 9ème révision de l'AVS (acceptée par le

Souverain, est-il nécessaire de le rappeler!?) a permis à la bourgeoisie d'affiner son habileté politique et ainsi d'être mieux préparée pour que le "Souverain", lors de votations prochaines (TVA etc!), retourne aux urnes la tête haute, fier de décider de son sort!! de surcroît en période de crise ou le leitmotiv de la bourgeoisie est: "dans l'intérêt de tous, il faut protéger l'économie nationale."

L'habileté de la bourgeoisie dans le cadre cette votation s'est manifestée entre autre par la division qu'elle a su créer entre les travailleurs "rentiers" et ceux qui cotisent cela grâce

(suite en page 13)

"Combattre" est mort : UN BILAN NECESSAIRE !

Depuis quelques années, nos camarades participaient activement dans un petit groupe syndical qui regroupait plusieurs travailleurs qui s'étaient fixés la tâche de mener un travail modeste :

- de propagande, sur l'orientation classiste à donner à l'activité syndicale nécessaire à la défense des intérêts immédiats de tous les prolétaires,
- d'information sur tous les événements qui se passaient dans les syndicats et les entreprises,
- de dénonciation des orientations et méthodes préconisées par les bonzes syndicaux,
- de solidarité active avec les travailleurs en lutte pour la satisfaction de leurs revendications,
- et d'organisation, chaque fois que cela était nécessaire et possible compte tenu de ses maigres forces.

Dès le début de l'activité de ce "regroupement de travailleurs" nos camarades luttèrent pour que cet organisme soit **OUVERT A TOUS LES TRAVAILLEURS COMBATTIFS**, indépendamment de leurs appartenances politiques ou syndicales. Ils luttèrent aussi pour que ce regroupement ait une activité propre sans aucune attache organisationnelle avec un groupe politique ou syndical, ce qui ne l'empêchait pas d'être amené à travailler avec ou dans d'autres **ORGANISMES OUVERTS** de travailleurs.

Sur l'attitude envers les syndicats, nos camarades défendaient une position de classe, indiquant la nécessité pour le regroupement de dénoncer à tous les prolétaires, tous les projets, toutes les manoeuvres, bref toute l'activité de trahison des intérêts prolétaires par les bureaucrates syndicaux, afin d'amener les travailleurs d'avant-garde à rompre avec eux en les soustrayant à leur influence néfaste.

Nous devons avouer que le "Regroupement" n'a répondu que très partiellement aux tâches défendues par nos camarades.

En effet, dans le groupe étaient présents quelques militants de la LMR, dont le moins que l'

on puisse dire est qu'ils n'avaient que rarement une position claire sur le rôle d'un tel regroupement, à part celle qui consiste soit à pleurer sur ses faiblesses, réelles d'ailleurs, soit à définir des tâches au-dessus de ses forces.

Au lieu d'admettre modestement que le regroupement ne pouvait avoir, aujourd'hui, qu'une seule tâche continue de propagande, de dénonciation et d'information, les militants de la LMR cherchaient toujours des "solutions tactiques" susceptibles, par un coup de baguette magique, de faire faire au regroupement des sauts (!!!) qui lui permettraient de se renforcer.

Hors il est clair, qu'aucun moyen tactique organisationnel ne peut prétendre se substituer au lent murissement des conditions objectives pour l'apparition et le renforcement d'un puissant mouvement de classe.

Constater l'apathie générale du prolétariat, constater qu'il est à la remorque de l'opportunisme syndical et politique, c'est constater le retard objectif du mouvement sur la situation dans laquelle le Capital pour sortir de la crise (mondiale) renforce son emprise sur le prolétariat, grâce au concours zélé de l'opportunisme, pour lui faire assumer la totalité du poids de la crise en faisant appel à son sens du sacrifice !

Tant que le prolétariat aura encore des illusions sur les moyens de lutte se situant sur le terrain de la démocratie, tant qu'il subira dans son ensemble le poids de l'opportunisme, il est illusoire de croire que par des astuces tactiques on amènera le prolétariat à rejeter les solutions opportunistes.

Croire que l'on amènera les prolétaires à rompre avec l'opportunisme syndical, en les entraînant dans des luttes au sein de l'appareil syndical, c'est remplacer le lent apprentissage de la lutte sur le terrain de classe par une illusoire prise du pouvoir des organisations syndicales, qui ne change rien à l'apathie des prolétaires dans leur ensemble.

Nos camarades se sont constamment battus pour que "Combattre" reste indépendant de toute organisation syndicale. Conscient de la difficulté du combat, ils ont toujours mis en garde les militants du groupe contre la recherche systématique d'une astuce organisationnelle susceptible de dépasser les conditions objectives. Ils ont toujours refusé que le groupe prenne en charge des tâches d'organisation dans les syndicats, estimant que cet investissement de forces ne correspondait ni aux nécessités de la lutte immédiate ni à sa capacité militante.

Ils ont au contraire toujours affirmé que les militants de "Combattre" avaient une tâche de propagande et de dénonciation au sein des syndicats, en annonçant en tout temps et en tout lieu et à chaque occasion, les principes et les méthodes de la lutte de classe, bases sur lesquelles le regroupement s'était mis d'accord.

Qu'il s'agisse, du soutien à une lutte en cours, d'un problème conventionnel ou de l'organisation interne du syndicat, le rôle des militants de "Combattre" était de présenter et de défendre les principes et les méthodes de la lutte de classe.

Il faut constater que depuis un an, "Combattre" n'avait plus qu'une seule activité : produire le journal et le diffuser.

Pour nous le journal n'était qu'un moyen, il ne pouvait devenir un but en soi. Ramener l'activité de propagande et de dénonciation et d'information à la seule production du journal, c'était la réduire à sa plus petite échelle.

Nos camarades avaient montré ces derniers temps le fétichisme de la production du journal et avaient montré la nécessité de faire un travail systématique sous forme de tracts par exemple, à côté du journal. La position était :

- . le groupe existe par son travail, et le journal n'est qu'un des aspects de son activité,
- . et non, le groupe existe parcequ'il fait un journal.

Lorsqu'éclata l'affaire du "Manifeste", nos camarades découvrirent le travail que devaient y développer les militants du Regroupement.

NOTES SYNDICALES ET LUTTES OUVRIERES

Ayant défini le "Manifeste" comme une tentative de l'aile gauche de la FTMH pour redorer son blason bien terni par son activité de sabotage trop voyant dans les conflits récents (Matisa, Bulova, Dubied etc...) nos camarades définirent les tâches nécessaires d'une intervention en son sein:

- démystifier les perspectives du "Manifeste".
- développer un programme sur le terrain de classe, tout en appelant les prolétaires prêts à se battre à s'unir autour de lui, pour combattre les bonzes de droite ou de gauche !
- développer une activité réelle de solidarité avec les prolétaires qui cherchaient un appui de classe.

Il faut noter qu'à cette époque se préparaient chez Matisa 70 licenciements. C'était une occasion pour le "Manifeste" de prouver qu'il était autre chose qu'un lieu de bavardage, en apportant sa solidarité et son soutien militant à cette lutte en préparation.

Isolés, démoralisés et divisés par le patronat et les syndicats, les travailleurs de Matisa subissent encore aujourd'hui le poids de leur défaite et le silence du "Manifeste" à cette occasion n'a pas contribué à son "rayonnement"!

Malgré cette claire définition du rôle de "Combattre" au sein du "Manifeste", le "Regroupement de la métallurgie" par pur opportunisme, en se basant sur une analyse erronée de la LMR des possibilités de ce mouvement, a toujours refusé de dénoncer la plate-forme bassement racoleuse du "Manifeste", et a pris en charge totalement l'activité de lutte interbureaucratique à Lausanne, laissant tomber toute activité propre de "Combattre"

Alors que les premières réunions du "Manifeste" regroupaient un certain nombre d'ouvriers prêts à se battre sur un autre terrain que l'éternel terrain de la collaboration de classe, aujourd'hui, les réunions ne regroupent que les militants de "Combattre" et du CAS avec deux ou trois éléments inorganisés. Les autres sont simplement partis, dégoûtés par les perspectives et les pratiques de lutte interbureaucratique avancées.

La dernière réunion de "Combattre" fut le constat que le

regroupement en tant que tel n'existait plus. S'étant dissout dans le "Manifeste", nos camarades ont tenté une dernière fois de redresser la barre afin que le groupe fasse le travail qui était le sien. Devant les illusions des militants quand aux perspectives du "Manifeste", "Combattre" a disparu.

Le bilan de 4 années d'activité est bien maigre, mais de tels regroupements ne peuvent prétendre subsister en dehors

de la claire conscience de la nécessité de rompre avec les traditions opportunistes.

La nécessité de la lutte pour se défendre contre les attaques du Capital suscitera l'exigence d'organismes ouverts à tous les prolétaires, dans lesquels nous continuerons à défendre envers et contre tous la nécessité de rompre le plus radicalement possible avec l'opportunisme source de toute les défaites.

parti communiste international

Pour des méthodes
et des revendications
de classe

(Orientations pratiques d'action syndicale)

Fr. 1.-

Lisez et
diffusez
notre plateforme
Syndicale !

- en français
- en allemand
- en espagnol
- en italien

Commandes:
Editions Programme
32, Pré du Marché
1004 Lausanne



Dubied :

LE RETOUR DE MANIVELLE

En 76 la bonzerie syndicale venait facilement à bout de la grève des ouvriers de Dubied. Nous le disions déjà, ce sabotage n'aurait pas que des répercussions immédiates mais aussi sur l'avenir.

Aujourd'hui la direction a annoncé 140 licenciements et elle peut avoir l'esprit tranquille, les ouvriers ne sont pas en état de se défendre. Leur désorganisation, leur respect des décisions des "cols blancs", les livrent sans défense, même la plus minime, aux attaques du capital.

Quant à la FTMH elle s'est tout simplement abstenue de participer aux négociations (c'est pourtant là son terrain préféré et exclusif d'intervention!) et se tient dans le plus parfait mutisme.

L'organisation de la lutte des ouvriers sur un terrain de classe n'est pas seulement une nécessité pour la lutte immédiate, mais aussi pour l'avenir des luttes contre les attaques patronales incessantes. Voilà la leçon que l'on peut retirer de la dernière vague de licenciements chez Dubied.

Naville : APRES LA GREVE...

Après avoir déclenché un généreux mouvement de grève pour obtenir satisfaction sur leur revendication "200.- Fs pour tous dès le 1er janvier 78", en utilisant l'arme de la grève sans préavis et sans limitation préalable de durée, les travailleurs de NAVILLE sont aujourd'hui quelques peu abattus et désillusionnés. Honteusement trahis par le syndicat, l'Association des Commis de Genève (ACG), qui liquida la grève en quelques heures en profitant à la fois de la fatigue des grévistes après 4 jours de piquets 24 heures sur 24 et du manque d'une véritable direction de la lutte, l'amertume des travailleurs est compréhensible.

Malgré cela, avec bien des difficultés, les travailleurs exigèrent du syndicat que soit organisée une assemblée pour faire le bilan du mouvement et pour définir la suite des tâches.

C'est Mercredi 1 mars que fut convoquée cette assemblée. Un peu plus d'une centaine de travailleurs étaient présents, mais convoquée à la gare Cornavin - à l'autre bout de la ville par rapport au dépôt de la Praille - l'assemblée était surtout constituée de travailleurs de Lèvrier. Nous n'irons pas jusqu'à prétendre qu'il s'agit d'une manoeuvre du syndicat pour essayer d'empêcher la venue des éléments les plus radicaux de la Praille, cependant il faut reconnaître que beaucoup d'entre eux n'étaient pas là !

A part Porchet, secrétaire de l'ACG et son adjoint, 7 membres sur 8 du Comité de grève - deuxième version - étaient à la table devant l'assemblée.

Maurer ouvre la séance. Déjà sur ses gardes, il tente quelques allusions sur son rôle en tant que meneur de la grève. Devant le scepticisme de certains, il s'écrie en colère : "Je ne suis pas là de ma propre initiative,

mais parce que on me l'a demandé". Se sentant attaqué et perdant ses nerfs, Porchet prend la parole et fait un discours fleuve, que les travailleurs ont à peine écouté. Il informe l'assemblée que 10 jours auparavant l'ACG a écrit à la direction pour fixer une entrevue le 13 Mars. Il propose qu'une nouvelle assemblée se réunisse entre le 13 et 17. Puis la parole est aux travailleurs.

LE PROLÉTAIRE

Suppl. pour la Suisse n° 9

SPECIAL NAVILLE

- Un bilan pour que la lutte s'intensifie
- Pour l'union grandissante des travailleurs

Prix : FS 0,50 ; FF 1,50

**Soutenez le développement de la
presse internationale du Parti
Souscrivez !**

C'est dans la plus grande confusion que se déroule les interventions. Aucun ordre du jour ni aucune décision n'est prévu. Les travailleurs ne s'étant pas suffisamment préparé pour affronter les bonzes, ils se font totalement manipuler.

Dès qu'ils émettent le moindre doute, la moindre critique, c'est de la part de la table un torrent d'injures et de grossièretés. Porchet au milieu de ce semblant de débat n'hésite pas à qualifier l'assemblée de "poulailleur".

De cette assemblée, beaucoup de travailleurs sont sortis déprimés. Rien n'en était sorti !

Bien qu'à trois reprises un travailleur ait réclamé la dissolution de l'actuel Comité - anciennement comité de grève - essentiellement constitués de membres à la remorque des bonzes, on le

fit taire et l'on passa à autre chose.

Les ouvrières du tapis qui désiraient que dans la future convention soit inscrite une revendication les concernant - 9.- Fs/h. les 3 premiers mois, 10.- Fs ensuite - ne purent que transmettre à la table un papier avec cette exigence, sans qu'un vote de principe manifestant la solidarité des autres travailleurs ne soit organisé.

Sur le fond de grève, dans lequel il y aurait 3500.- Fs, le syndicat continue à garder la haute main pour la distribution sans contrôle des anciens grévistes.

Sur le protocole d'accord signé à la fin de la grève, les travailleurs n'ont obtenu aucune information, notamment sur le point où le syndicat s'engage à faire respecter l'ordre dans l'entreprise.

Quant à la nouvelle CCT, le syndicat s'est bien gardé d'organiser les travailleurs dans le but d'obtenir satisfaction.

Préconisant pour seule méthode, celle qui respecte l'ordre dans l'entreprise, le débat autour du tapis vert, les pompiers syndicaux se préparent à faire avaler aux travailleurs une convention acceptable et acceptée tacitement par le patronat, en présentant l'alternative suivante: "c'est cette convention ou rien"!

Sans la moindre mobilisation dans l'entreprise, la CCT ne peut être que l'ensemble des points admissibles par le patronat.

Les travailleurs de NAVILLE ont appris qu'on lutte contre le Capital en se plaçant résolument sur le terrain de classe. Il faut maintenant qu'ils apprennent à lutter contre les bonzes syndicaux en se méfiant des solutions faciles qu'ils préconisent, en s'organisant toujours plus étroitement sur le terrain de classe.

Un tract diffusé par nos camarades :

MATISA: UNITE POUR UNE RELANCE DE LA LUTTE!

Prolétaires, camarades,

Dans "24 heures", nous apprenions de Jacques Demont, journaliste et porte-parole de Koenig pour l'occasion, que Matisa était enfin "sortie des chiffres rouges". Pour les ouvriers de Matisa, voilà une information qui ne les étonnent guère! Ce "magnifique redressement" s'est fait sur leur dos avec tout le cynisme nécessaire, par une intensification de leur exploitation.

L'augmentation des rythmes de travail et l'introduction des heures supplémentaires pour les uns, le chômage pour les autres, voilà le secret de Koenig. Cela n'a rien d'une nouveauté car depuis que le capitalisme existe, les profits patronaux sont proportionnels à l'exploitation du travail salarié et inversement proportionnels aux salaires. Lorsque l'on sait que les 170 ouvriers encore présents à Matisa produisent au moins autant de machines que lorsqu'ils étaient 400, on mesure l'aggravation des conditions de travail dans l'entreprise depuis quelques mois.

A part refléter cette grande découverte de Koenig, résumée par la formule "plus on exploite les ouvriers et plus ils produisent de richesse", l'article se révèle être avant tout une opération psychologique pour faire pression sur les ouvriers en leur demandant:

- d'être patient dans leurs revendications.
- de poursuivre l'effort productif.
- de faire corps avec l'entreprise dans sa lutte contre la concurrence de Plasser.
- et enfin, de revaloriser, par leur haute productivité, le prix de vente de Matisa dans le cas où la politique de Canon s'orienterait définitivement vers la vente de Matisa à un tiers intéressé par la reprise de sa production (comme par exemple la SIG qui a déjà réengagé des techniciens et ingénieurs licenciés de Matisa et lance un programme de recherche dans le domaine des machines d'entretien des voies).

Voilà en quoi se résume l'optimisme de Koenig. Mais si tout marchait si bien, comment Koenig peut-il expliquer que Matisa:

- ne fait plus de recherche, depuis le démantèlement de ce secteur l'été dernier, et que l'entreprise ne fait plus de prototypes! Tout le monde sait pourtant qu'une entreprise qui vit sur ses acquis verra un jour

ou l'autre ses produits distancés par ceux des concurrents plus dynamiques!

- ne réembauche pas les 70 ouvriers licenciés l'automne dernier.

- a engagé des ouvriers prêtés par la direction de Beyeler, aujourd'hui en difficulté (solidarité patronale oblige).

- a engagé des travailleurs de Manpower que l'on peut renvoyer dès que l'entreprise n'a plus besoin d'eux!

- refuse de signer la garantie de l'emploi.

Sur tout cela l'article de Demont est silencieux. Et pour cause! Canon en achetant Matisa visait deux buts. D'une part acheter une entreprise qui pouvait lui procurer des bénéfices immédiats. D'autre part s'approprier le haut degré de technologie de l'entreprise pour l'utiliser au bénéfice de Temper.

Deux jours après la parution de l'article, Koenig convoquait un à un 15 ouvriers de Renens qui depuis 6 ans travaillaient à la prime, pour leur faire signer INDIVIDUELLEMENT un renoncement à cette prime. Pour ces 15 ouvriers cela signifie une baisse de salaire de 300 francs en moyenne. Voilà qui démontre une fois de plus comment Koenig entend restructurer l'entreprise. Et qu'a fait la CO devant cette brutale attaque? Rien, elle n'a pas bougé le petit doigt. C'est cela la grande faiblesse des ouvriers de Matisa aujourd'hui. Il n'existe plus d'organe capable de diriger l'ensemble des ouvriers pour s'opposer aux attaques patronales.

Matisa fait du fric, Monsieur Koenig? Oui avec la sueur des prolétaires!

Prolétaires, camarades,

Depuis la défaite de cet automne, dont la responsabilité de la FTMH et FCOM est totale, le moral des ouvriers de Matisa est au plus bas. En démantelant l'ancienne CO combattive par des licenciements, la direction a coupé la tête du mouvement. Dans cette situation la nouvelle CO n'a été formée que d'éléments "moux". Devant l'insécurité de l'avenir, face à leur isolement dans les limites de l'entreprise, devant le démantèlement de la CO combattive, chaque travailleur a cherché la solution individuelle.

Devant la non compensation au renchéris-

NOTES SYNDICALES ET LUTTES OUVRIERES

sement qui s'est traduit par une baisse du pouvoir d'achat, chaque ouvrier a compensé ce manque par des heures supplémentaires. Chacun cherche aujourd'hui à en prendre le maximum car les lendemains sont incertains. Et pour couronner le tout la direction a agité la carotte du paiement de la compensation en janvier si l'effort productif se poursuivait. Or pas plus en janvier qu'en février la compensation n'est venue.

Face à l'atomisation des ouvriers, le patronat est roi: il fait ce que bon lui semble.

Monsieur Koenig parle du redémarrage de l'entreprise en exploitant toujours plus les ouvriers, parlons du redémarrage de l'action ouvrière de l'entreprise de Monsieur Koenig.

Prolétaires, camarades,

Il faut réagir. La démerde individuelle est une illusion. Tant que subsiste le capitalisme, l'ouvrier isolé n'est rien devant le patronat gestionnaire du capital.

Seule la solidarité ouvrière la plus large qui se place sur le terrain de la lutte de classe est un gage pour faire reculer le patronat dans son exploitation systématique des travailleurs.

Matisa refuse de signer la garantie de l'emploi parce que Canron a un plan: transformer l'usine de Matisa en atelier de réparation pour l'Europe. Voilà pourquoi on licencie, on liquide la recherche et on refuse d'engager.

Canron voudrait aussi écouler en Europe les machines Temper, revues et corrigées par la technologie Matisa, mais il se heurte là à des difficultés de rodage de la production et d'implantation de ces nouvelles technologies (et si ces difficultés ne pouvaient être résolues suffisamment tôt face à la concurrence, Canron pourrait alors opter pour la liquidation de Matisa au plus offrant).

Mais si Canron hésite fort à vendre Matisa, c'est parce que l'entreprise est trop concurrentielle en Europe pour Temper. Mieux vaut réduire son activité en tant qu'atelier de réparation et garder les brevets.

Voilà le secret de tout le démantèlement des usines de Crissier et de Renens.

De tout cela les ouvriers n'ont que foutre. Ils n'ont aucune considération à avoir pour leur entreprise pas plus que pour les plans patronaux. Ils n'ont que leurs intérêts de travailleurs à défendre, par delà les limites de l'entreprise, un point c'est tout.

Si le mouvement ouvrier est puissant, les patrons, l'Etat et les défenseurs de l'ordre établi s'arrangeront bien pour solutionner la question de l'emploi des ouvriers en lutte. Les ouvriers n'ont pas à se solidariser avec les intérêts de la bonne marche de l'entreprise, ni à attendre de super-bénéfices pour quémander quelques miettes.

Mais pour ressouder les rangs ouvriers chez Matisa, il faut que chacun brise l'attitude de l'individualisme qui le sépare des autres. La grève de 76 avait fait tomber toutes les barrières, c'est bien la preuve qu'elles sont le produit non des ouvriers mais de la société bourgeoise.

Ressouder les rangs ouvriers c'est se donner demain la capacité de s'opposer aux futures attaques patronales.

Courber la tête, en restant isolé, c'est faire le jeu du Capital et de ses intérêts commerciaux.

Camarades, ouvriers, réagissons!

- Soyons tous solidaires, travailleurs de Matisa, Temper, Plasser, nous n'avons qu'un seul ennemi: LE CAPITAL QUI NOUS EXPLOITE.

- Refusons la démagogie patronale qui nous demande de lutter contre nos frères prolétaires en Autriche!

- Refusons les heures supplémentaires!

* * * * *

"PROLETAIRES DE TOUS
PAYS UNISSEZ-VOUS"

Voilà comment se terminait le Manifeste des Communistes de Marx et d'Engels en 1848!

40 H.: A LA POUSSETTE DE L'USS !

Acquérir les 40 heures sans passer par la lutte directe entre ouvriers et patronat, sans réaliser l'union de tous les prolétaires (et en particulier celle des suisses et des immigrés - qui ne votent pas, faut-il le rappeler?) est le rêve de tous ceux qui voudraient économiser la lutte de classe au prolé-

riat dans son affrontement quotidien au Capital, et qui par conséquent cèdent aux illusions d'une solution démocratique facile et rapide.

Après l'initiative de l'extrême-gauche sur les 40 heures (voir le "supplément au prolétaire" n°7), l'USS se lançait el-

le aussi sur ce terrain et mettait sur pied sa propre initiative.

Aujourd'hui, l'USS déclare abandonner le projet, après avoir récolté 45.000 signatures sur les 100.000 exigées. Cet abandon, suscité avant tout par des questions de "préférence

NOTES SYNDICALES ET LUTTES OUVRIERES

pour la méthode contractuelle" (J. Clivaz, secrétaire de l'USS) - c'est-à-dire négociier branche par branche, canton par canton, entreprise par entreprise, la durée hebdomadaire du travail = a provoqué les réactions de la LMR et du POCH qui ont immédiatement imploré l'USS de ne pas abandonner cette initiative. Cette supplication était même accompagnée du serment de ces organisations centristes de mettre toute leur force militante au service de l'USS pour la récolte des signatures si l'abandon était motivé pour des questions matérielles.

Cette attitude servile est en parfaite accord avec la politique suivie par le centrisme dans la lutte pour les 40 heures

- revendication inscrite depuis 100 ans dans l'histoire des luttes ouvrières -, à savoir, sous le seul prétexte de populariser cette revendication, d'illusionner la classe ouvrière sur la nature et l'efficacité des moyens démocratiques.

Une telle politique n'a que pour conséquence d'éloigner la classe ouvrière de la conscience que l'amélioration de ses conditions de vie et de travail ne passe que par sa mobilisation effective contre le capital exploiteur et par l'usage des armes de classe. En croyant accélérer le mouvement aujourd'hui (mouvement réduit à l'état moléculaire en Suisse), l'extrême-gauche sème les embûches et les obstacles sur le chemin de la reprise de la lutte de classe.

POUR LA LIBRE CIRCULATION DE TOUS LES PROLETAIRES !

En 1975, tous les représentants de l'aristocratie ouvrière saluaient les mesures de contingentement prise par l'Etat, sous l'aiguillon de la crise, pour forcer le processus de restructuration de l'industrie suisse. Le PST (*) et l'USS sont d'accord sur ce point: le prolétariat suisse doit défendre ses privilèges face aux prolétaires cherchant en Suisse le moyen d'échapper à la misère la plus crasse dans leur pays. Dans cette logique il faut par conséquent éliminer la trop forte concurrence que représente les immigrés sur le marché de la force de travail en leur imposant une limitation des permis de travail. En tant que représentants dans la classe ouvrière des intérêts du capital national, ils ne trouvent évidemment pas dans la lutte de classe l'arme pour combattre les effets de la concurrence que se livrent les ouvriers - arme qui est aussi le seul garant de l'unification en un seul bloc de la classe ouvrière -, mais dans le moyen capitaliste de diminuer la demande pour augmenter le prix moyen de la force de travail de l'ouvrier suisse. Pour l'ouvrier immigré le contingentement ne fait par contre qu'empirer le rapport offre/demande, car pour une demande toujours plus forte, l'offre des capitalistes est plus faible. Donc l'immigré tendra à vendre sa force de travail au plus bas prix.

Cela n'a rien d'étonnant que se soit précisément le textile (**), l'industrie la plus malmenée sur les marchés mondiaux, qui réclame aujourd'hui à l'Etat d'ouvrir un peu plus les vannes de l'immigration.

Mais cet appel a suscité quelque colère parmi nos bonzes syndicaux. L'USS a immédiatement réagi en appelant la bourgeoisie à respecter le contingentement fixé, pour ne pas "faire pression sur les salaires" et pour "éviter les tensions sociales". Elle en a aussi profité pour réclamer un réexamen du statut des fron-

(suite en page 12)

SANTE ET CAPITAL !

Dans le journal de l'immigration espagnole "INFORMACIONES" nous apprenons que la succursale de FORD en RFA était parmi les entreprises qui faisait le plus de profits en Allemagne.

Lorsque l'on apprend également que FORD a un "amour particulier" pour les travailleurs les plus démunis de droits, des prolétaires immigrés turcs en l'occurrence, on comprend d'où viennent ces surprofits : d'une exploitation forcée d'une main-d'oeuvre docile dont chaque membre n'a que le droit de se taire sous peine de se faire renvoyer immédiatement.

Les cadences inhumaines de cette entreprise provoquent usure, fatigue et accidents de travail. L'assurance maladie de l'usine employait ou désignait des médecins à sa botte qui avaient pour mission - hautement humanitaire et civilisatrice - de renvoyer sur le champ à l'usine les travailleurs venus demander une consultation.

Les prolétaires ayant constaté ce fait, s'adressèrent à des médecins non liés à l'entreprise, qui accordaient des congés de maladies chaque fois que ceux-ci étaient rendus nécessaires pour sauvegarder l'intégrité physique des exploités.

L'entreprise est intervenue pour supprimer "cet absentéisme organisé", en agitant la menace que l'assurance ne payerait rien si les travailleurs continuaient à s'adresser à ces médecins donneur de congés.

Et qu'a fait l'IG-métal ? Rien. Un syndicat qui possède une fortune colossale ne peut à la fois défendre ses propres intérêts de capitaliste et ceux des prolétaires. Un tel organisme ne peut à la fois défendre les intérêts de l'aristocratie ouvrière vendue au Capital et les intérêts des couches les plus exploitées en particulier les prolétaires immigrés, véritable armée industrielle de réserve que l'on importe ou réexporte suivant les besoins stricts de l'économie nationale.

Quand à la santé des prolétaires, cet exemple montre avec quel cynisme le Capital entend résoudre la question : par la soumission du Corps médical à ses seuls intérêts. Tous les serments d'Hypocrate n'y changeront rien !!!

Seule la force de classe du prolétariat peut imposer au patronat un respect minimum de la santé des exploités.

Seule l'abolition du travail salarié, donc l'abolition du capitalisme pourra créer les conditions d'une protection réelle de l'intégrité physique des producteurs.

QUAND LE MAITRE RECONNAIT LES SERVICES DE SON VALET :

Dans le "supplément au prolétaire" n° 8, nous avons démontré l'alignement des organisations maoïstes, du PCS/ML plus précisément, aux intérêts bourgeois de la défense de la "patrie" et donc leur rupture absolue avec les principes communistes de l'antimilitarisme de classe. Le PCS/ML développe une très grande activité militariste par l'intermédiaire de son journal "Offensif" (dont le slogan de vente est "Offensif, journal pour le socialisme et la défense nationale"! Sans doute une contradiction secondaire pour les émules de la dialectique de Mao!) qui joint sa voix à celle de la hiérarchie militaire pour appeler les prolétaires à se soumettre corps et âmes à la revalorisation et au renforcement de l'armée helvétique garante, dans leur esprit bourgeois, de "l'indépendance nationale".

Aujourd'hui "Offensif" peut se flatter d'atteindre son but, car il vient de recevoir toutes les éloges publiques par la plume du colonel P. Henchoz (dans "24Heures" du 28/02/78), pour qui "il serait faux de nier à cette petite revue certaines qualités".

Mais relevons sans plus de commentaires, par un extrait de son article, le jugement du colonel P. Henchoz:

"On a toujours pensé que les plus farouche défenseurs de l'armée se situaient politiquement à droite et que ses détracteurs se recrutaient du côté de ce que l'on a coutume d'appeler les gauchistes. Eh bien, détrompons-nous nous! Il existe chez nous un mouvement qui, sans s'identifier le moins du monde à la droite bourgeoise, proclame depuis quelques années qu'une armée forte est le plus pur garant de notre indépendance et la meilleure protection de nos valeurs traditionnelles. S'agit-il de frontistes d'un genre nouveau ou de quelques ultrasrecrutés au sein des officiers zurichois? Pas du tout! C'est un mouvement d'extrême-gauche formé de jeune soldats qui se disent patriotes et qui font apparemment leur service militaire avec conscience et dans un esprit constructif."

L'OCDR :

SOUS LE JARGON ESOTERIQUE UN DEMOCRATISME VULGAIRE !

Depuis quelques temps, en Suisse comme dans d'autres pays européens, une certaine agitation secoue les divers groupes maoïstes.

Il y a bientôt un an, l'OCDR (réunion de l'ex-Rupture et d'une partie de l'OLC Genève) produisait une brochure dans laquelle était présenté l'ensemble de ses positions politiques.

Associant l'éclectisme le plus débridé à un verbiage ésotérique qu'ils sont les seuls à comprendre, les maoïstes de l'OCDR prétendent en se revendiquant à la fois de Marx-Engels-Lénine, Staline et Mao - ce qui est déjà en soi une performance - rassembler sur leur plate-forme l'ensemble des groupes ML de S Suisse pour fonder l'Organisation Communiste Nationale.

Si nous affirmons que le maoïsme, chinois ou autre d'ailleurs, est un mouvement petit-bourgeois, cela est en regard des positions politiques qu'il défend non en regard de la composition statistique sociale des éléments qui le constitue. Le fait que les théoriciens du maoïsme européen soient en générale issus de la petite bourgeoisie est un fait, mais il n'est nullement suffisant pour le définir comme petit-bourgeois.

Si ce mouvement ne regroupait que des petits bourgeois en mal d'existence, nous ne prendrions même pas la peine de le critiquer. Si nous le faisons, c'est qu'il entraîne sur le terrain boueux du populisme et du démocratisme petit-bourgeois, une frange de prolétaires révoltés par le capitalisme et ses abérations.

Depuis 50 ans, la contre-révolution stalinienne à l'échelle internationale a détaché le prolétariat de son parti. Voilà le drame des années 25-30. La destruction systématique par la contre-révolution triomphante de la claire doctrine de Marx-Engels restaurée par Lénine et les trois premiers Congrès de l'

Internationale Communiste, a nécessité une nouvelle restauration. Notre courant, qui lutta déjà dans l'IC contre les formulations ambiguës et les théorisations en rupture avec Lénine - comme la théorie de la construction du socialisme dans un seul pays - a patiemment durant les années d'après-guerre reconstitué le patrimoine de la doctrine marxiste sans lequel la révolution communiste est impossible.

Aujourd'hui, notre petit parti, s'efforce avec ses maigres forces, de refaire coïncider les deux courbes de la révolution : celle du Parti et celle du mouvement prolétarien, qui subit malheureusement encore aujourd'hui le poids de la contre-révolution matérialisée par l'opportunisme des partis ouvriers-bourgeois sociaux-démocrates et nationaux-communistes.

Il est inévitable, dans ces conditions, qu'une frange du mouvement ouvrier se satélise autour de mouvements à idéologie petite bourgeoise plus ou moins en rupture avec la bourgeoisie et ses larbins opportunistes socialo-euro-communistes.

Malheureusement, ces groupes n'ont de révolutionnaire que leur phraséologie. Sans une claire vision des nécessaires conditions de la révolution, ils conduisent les prolétaires qui les suivent vers une issue nécessairement bourgeoise et contre-révolutionnaire.

Nos théoriciens petits-bourgeois maoïstes de l'OCDR, s'efforcent déjà aujourd'hui de faire admettre aux prolétaires de défendre la Patrie, dans certaines conditions bien sûr (il faut rester décent tout de même), est un devoir, que pour lutter pour un "grand parti réformiste crédible" (l'Union Démocratique Populaire) sur le terrain électoral et parlementaire est une nécessité, que l'utilisation des moyens de la démocratie semi-directe, notamment le référendum et sous certaines conditions l'initiative, est important, que

l'affrontement direct contre les bonzes syndicaux dans la lutte syndicale est inutile.

Cela suffirait déjà, pour rejeter dans les poubelles de l'histoire un mouvement dont la perspective est un socialisme où subsiste la lutte des classes, et où le Parti, pour lequel nos maoïstes prétendent lutter, a pour seul critère de vérité "les idées des masses".

A toute ces inepties petites-bourgeoises, qui sont une capitulation devant l'ordre démocratique bourgeois, les communistes affirment que :

- Le Parti de classe lutte pour l'instauration du socialisme (société sans classe) au moyen de l'organisation de la lutte révolutionnaire prolétarienne par l'exercice de la dictature du prolétariat, phase nécessaire pour détruire le capitalisme,
- ils opposent à la défense de la Patrie le défaitisme révolutionnaire et l'antimilitarisme de classe,
- ils luttent contre tous les réformistes, en montrant que seule l'abolition du capitalisme permettra aux hommes d'échapper à l'anarchie dans la production et la distribution des biens,
- ils luttent contre toutes les illusions démocratiques, en démontrant dans les faits que seule la force de classe du prolétariat fait reculer la bourgeoisie et son Etat,
- ils luttent dans et hors des syndicats pour l'utilisations des méthodes et moyens de la lutte de classe dans la lutte économique, contre toutes les solutions de collaboration de classe préconisées par les bonzes. Ils dénoncent les bonzes et leurs méthodes afin de soustraire les prolétaires à leur influence.

"LES COMMUNISTES NE S'ABAISSENT PAS A DISSIMULER LEURS OPINIONS ET LEURS PROJETS. ILS PROCLAMENT OUVERTEMENT QUE LEURS BUTS NE PEUVENT ETRE ATTEINTS QUE PAR LE RENVERSSEMENT VIOLENT DE TOUT L'ORDRE SOCIAL PASSE, QUE LES CLASSES DIRIGEANTES TREMBLENT A L'IDEE D'UNE REVOLUTION COMMUNISTE ! LES PROLETAIRES N'Y ONT RIEN A PERDRE QUE LEURS CHAINES. ILS ONT UN MONDE A Y GAGNER .

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS ! "

Manifeste des communistes
1848

POUR LA LIBRE CIRCULATION DES TRAVAILLEURS (suite)

taliers (car avec la baisse du franc français, ceux-là aussi font pression sur les salaires selon l'avis de l'USS) et pour en appeler à la vigilance contre les patrons qui utilisent de la main-d'oeuvre clandestine (et les mesures qu'elle réclame signifient sanction pénale pour les patrons mais surtout expulsion pour les ouvriers. C'est sans doute cela l'équité dans la justice de classe!).

La crise qui a expulsé 200.000 travailleurs immigrés a dû apporter un grand soulagement tant à la bourgeoisie qu'à l'opportunisme qui craint terriblement l'explosion de "tensions sociales" dues à une xénophobie qu'il entretient lui-même. La crise a fait pratiquement ce que l'extrême-droite voulait obtenir au travers de ses initiatives et elle a aussi opéré ce "grand nettoyage" que l'opportunisme réclamait, mais d'une manière plus graduelle: "Et n'oubliez pas, disait aux ouvriers le Comité d'action USS/PSS contre l'initiative de l'Action nationale en octobre 74, que le Conseil fédéral a tenu la promesse qu'il a faite il y a quelques années de stabiliser les effectifs de main-d'oeuvre étrangère. Il tiendra également celle qu'il a faite de stabiliser, puis de réduire la population étrangère de résidence. C'est sous la pression exercée par le mouvement ouvrier qu'une politique d'immigration tout ensemble raisonnable et humaine a été entreprise et poursuivie. Gardez-vous d'interrompre cette évolution par une décision malencontreuse!" ("La lutte syndicale" du 16 oct.74).

Ces messieurs de l'USS et du PSS peuvent être tranquilles aujourd'hui, car le Capital a bien fait son travail. Il l'a si bien

fait que les résultats ont dépassé les espérances. L'opportunisme, pour garder un semblant d'attitude ouvrière, a bien fait vibrer sa chaude voix émue au Parlement et dans sa presse pour déplorer cette massive expulsion. Mais maintenant, de ces 200.000 ouvriers jetés sur le pavé, pas question d'en faire rentrer un seul!, clament les opportunistes finalement très heureux des dramatiques conséquences de la crise pour la classe ouvrière.

Face à la bourgeoisie et à l'opportunisme, unis dans le même combat contre l'ouvrier "étranger", la classe ouvrière ne peut compter que sur ses propres forces et sur ses armes de classe pour imposer à l'Etat la suppression de toutes les discriminations entre ouvriers suisses et immigrés, l'abolition des statuts et du contingentement, les mêmes droits politiques et syndicaux pour tous!

(*) La résolution du 10ème Congrès du PST (1-3 juin 74) est claire: "C'est pourquoi il (le PST, NDR) se prononce pour une stabilisation de l'effectif des étrangers, déterminée non pas en fonction des seuls profits du capital, mais conforme aux besoins, aux intérêts et aux conditions de vie de l'ensemble de la population résidante dans notre pays et d'autre part pour une pleine égalité des conditions sociales et de travail entre tous les travailleurs quelque soit leur nationalité,...". Il est au moins une certitude, c'est que le cynisme lui au moins n'a pas de frontière.

(**) 70 entreprises St-galloises ont en effet demandé à l'OFIAMI un lot supplémentaire de 600 permis de travail.

LE 8 MARS, JOURNEE PROLETARIENNE ET COMMUNISTE (suite)

pas seulement les travailleuses, mais aussi les masses de femmes qui faisaient la queue pour le pain ou le pétrole. Elles organisèrent des meetings, se réunirent dans la rue et se dirigèrent vers la Douma municipale, pour demander du pain; elles arrêtaient les tramways: « descendez, camarades! » criaient-elles; elles allèrent ainsi devant les usines et les bureaux et firent cesser le travail. Ce fut dans l'ensemble une journée resplendissante, et la température révolutionnaire commença dès lors à monter. » *Le 19 mars, poursuit la Pravda, « les femmes descendirent les premières dans les*

rues de Pétersbourg. Bien plus, à Moscou, ce sont elles qui décidèrent dans bien des cas du sort de la troupe. Elles entrèrent dans les casernes et convainquirent les soldats de passer du côté de la révolution. Aux temps désolés de la guerre, les femmes avaient enduré d'inimaginables souffrances. Affligées par le départ des leurs au front, préoccupées par les enfants qui souffraient de la faim, les femmes ne cédèrent pas au désespoir. Elles brandirent le drapeau de la révolution ».

Le 8 mars entre donc dans la tradition de la lutte prolétarienne ; il est indissolublement lié à des épisodes inoubliables de la lutte de classe.

Aujourd'hui, après la tempête contre-révolutionnaire qui a détruit le parti révolutionnaire international du prolétariat et, en même temps, toutes les traditions prolétariennes, le caractère prolétarien et communiste du 8 mars est obscurci et déformé.

Depuis des années et des années, les Unions de Femmes liées aux partis nationaux-communistes fêtent cette journée au nom du progrès social dont nous jouissons, au nom des « conquêtes obtenues » et des lois approuvées au Parlement. Non pas journée de lutte mais de distractions, soirées dansantes, fêtes d'enfants, projections de films, journée de propagande réformiste. L'ONU elle-même, qui a proclamé 1975 année de la femme, fête le 8 mars avec une démagogie révoltante.

Les féministes de leur côté, célèbrent le 8 mars comme journée, non de la prolétaire, mais de la femme en général, ou mieux de la ménagère. Et pour faire leur cette journée elles doivent en altérer le sens ; c'est ainsi que, selon elles, les femmes luttèrent dans la révolution russe pour le mariage civil, les lois sur l'égalisation des droits des enfants légitimes naturels, sur le divorce, les congés de maternité, sur la libéralisation de la contraception et de l'avortement. Ceci n'est pas vrai ! Affirmer que les femmes russes luttèrent seulement pour cela, revient à ravalier leur lutte au simple niveau de revendications réformistes bourgeoises. Les prolétaires russes ne luttèrent pas seulement contre le mariage religieux ou l'infériorité juridique, mais contre tout l'ordre social existant qui déterminait aussi ces contradictions ; elles ne luttèrent pas seulement pour l'égalité juridique et une série de droits, ou pire, pour un prétendu bien-être social, mais surtout pour contribuer à l'assaut contre le capital international en vue d'un ordre social différent ; et de cela, les plus avancées étaient parfaitement conscientes. C'est pour cela qu'elles furent capables de supporter de durs sacrifices encore pendant des années, comprenant que ce qu'elles avaient obtenu sur le plan juridique n'avait pas résolu leurs problèmes, qui étaient liés à la structure encore capitaliste (quand elle n'était pas plus arriérée) de la société russe, mais avait simplement mis en évidence les racines de leurs maux.

En souvenir des ouvrières de New York, de Pétrograd et du monde entier, nous célébrons le 8 mars comme journée internationale de la femme prolétaire, journée prolétarienne et communiste.

AVS ... (suite)

à une digression : l'attaque directe aux cotisants Indépendants, desquels elle n'avait à craindre qu'une opposition formelle.

Mais il y a plus important ! La bourgeoisie a mis en place une dégradation objective de la sécurité sociale avec l'appui de la "Gauche" bourgeoise (P.S - PST) et des opportunistes de la LMR. Ce front uni n'a eu aucune peine, grâce à l'isoloir (arme de lutte privilégiée de la "gauche démocratique") à faire passer la pilule. Ceci reflète bien le niveau de désorganisation et d'inconscience de la classe ouvrière quant à ses buts immédiats mêmes et de surcroît historiques

L'arsenal des moyens démocratiques que la bourgeoisie a eu le temps de perfectionner depuis l'établissement de sa domination sur les autres classes, ne prennent que plus de poids, lorsque la soit-disant "Gauche" les revalorise aux yeux des ouvriers. Ainsi on assiste, depuis la désagrégation du mouvement ouvrier dès l'année 1925, à un renforcement considérable de l'impact des grands thèmes bourgeois sur les classes dominées, à tel point que ses dernières, privées de direction, ont complètement intégré les intérêts de la bourgeoisie.

Cette 9ème révision de l'AVS ne permet pas seulement une économie de l'Etat central sur le dos des travailleurs, vendeurs de force de travail, elle permet à plus long terme la généralisation du système du IIème Pillier cher à la bourgeoisie monopoliste, à la recherche de capitaux à bon marché. Un troisième point sur lequel la "Gauche" unie n'a pas bronché: la

(suite page 14)

QUESTION FEMININE ET LUTTE DE CLASSE

C'est le titre d'une nouvelle brochure, qui rassemble la série d'articles parus en 1975 et 1976 dans ce Journal, ainsi qu'un extrait des thèses du III^e Congrès de l'Internationale Communiste sur la question féminine.

Sympathisants et lecteurs peuvent se la procurer à nos permanences ou la commander au Journal. Elle mérite la plus large diffusion !

Prix de vente : 2 F.

centralisation du pouvoir réel dans les seules mains du C.F. (décisions concernant le réajustement des rentes.) mettant en lumière la fonction exacte du Parlement : une Assemblée de guignols sans pouvoir, là uniquement pour donner le change et perpétuer l'Idée du jeu démocratique.

Se sortir du faux dilemme que pose de pareilles votations, imposées par la bourgeoisie, ce n'est pas seulement refuser d'aller aux urnes sous prétexte que la "Gauche" est corrompue. C'EST IMPERATIVEMENT ROMPRE avec les admirateurs de ce système bâtard et à plus forte raison avec ses occulteurs. C'est réapprendre à s'organiser sur les lieux de travail pour lutter contre les appétits démesurés du Capital.

cela signifie:

- combattre toute démarche qui tend à faire accepter les compromis avec le patronat et qui tend à utiliser l'arsenal démocratico-bourgeois pour obtenir satisfaction sur des revendications de base.

- exiger l'unité des travailleurs indépendamment de leur appartenance politique ou de leur nationalité

- dépasser dans la lutte les limites de l'entreprise en cherchant à tisser des liens aussi étendus que possible entre prolétaires en s'opposant aux bon-

zes qui cherchent quant à eux à briser ces liens.

- développer et renforcer le front unique ouvrier contre le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme par la prise en charge par la classe ouvrière des revendications concernant tous les prolétaires, qu'ils soient travailleurs actifs, chômeurs ou retraités.

L'amélioration des conditions de vie des vieux travailleurs, qui doit aller dans le sens du salaire intégral aux retraités (comme d'ailleurs aux chômeurs, cette autre catégorie rejetée du processus de production), passe par la rupture avec les méthodes démocratiques de l'opportunisme.

La lutte pour l'amélioration des conditions de vie des différentes catégories ouvrières (actifs, retraités, chômeurs, femmes, immigrés, ...) n'a pas comme but dans l'optique révolutionnaire, l'aménagement de la société capitaliste destinée, par la méthode réformiste, à passer progressivement au "socialisme", mais de faire transcroître la lutte immédiate, dès le moment où la faillite des méthodes réformistes devient évidente pour le prolétariat, vers les objectifs politiques du communisme, à savoir la prise du pouvoir par l'insurrection, la dictature du prolétariat. Ces objectifs sont la condition nécessaire - n'en déplaise à l'opportunisme - à l'émancipation du prolétariat et à l'instauration de la société communiste.

Elections et gouvernement de gauche, mystifications bourgeoises

C'est le titre de la dernière brochure parue dans la série « Le Prolétaire ». Lecteurs, sympathisants, passez commande ! Diffusez-la autour de vous !

Prix : 4 F.

Kommunistisches Programm

N° 17 - FEB. 78

- Terrorismus, Demokratie und Kommunismus
- Drang nach Osten - Drang nach Westen!
- Die soziale Bewegung in China (V)
- Das demokratische Prinzip
- Rundschau: Schwarzafrika - Indochina - Tunesien - Gewerkschaftsausschlüsse in Italien - Druckerstreiks in Deutschland.

Salut à la grève des mineurs américains !

Depuis fin juin, les bassins miniers des Appalaches aux U.S.A. sont secoués par des mouvements de grève que toute l'activité des pompiers sociaux du syndicat, et la répression policière croissante n'ont réussi à arrêter qu'un moment; mais le mouvement est reparti aussi vite avec une détermination et une agressivité accrues.

La première vague de grève s'est prolongée jusqu'au 22 août. Elle a été déclenchée par l'annonce que les soins médicaux, jusque-là assurés gratuitement et qui pèsent lourd dans le budget des mineurs qui souffrent de toute une variété de maladies professionnelles, coûteraient désormais 500 dollars aux ouvriers. Or il faut savoir que la caisse de sécurité sociale est gérée par le syndicat lui-même (l'UMWA), dans la meilleure tradition de rackett des unions américaines. Les ouvriers ont donc trouvé en face d'eux l'organisation syndicale et dans un rôle patronal et dans son rôle (qui est le même dans tous les pays) de diversion et de sabotage. Après dix semaines de grève dure avec piquets (surtout autour de Char-

leston), qui souffrait cependant de l'absence de solidarité des mineurs non syndiqués, et d'une conjoncture assez défavorable — réserves importantes et besoins du marché restreints —, les vieux renards de l'UMWA ont réussi à faire voter par une assemblée de petits bonzes une « suspension de grève » de 60 jours (qui n'a d'ailleurs pas été totale) et qu'ils espéraient bien définitive.

Mais le 7 septembre, ils eurent le culot d'annoncer que le taux des frais médicaux allait encore augmenter, « par la faute de la grève », la contribution patronale étant astucieusement proportionnelle à la quantité ou charbon effectivement produite. Après un moment de flottement, une nouvelle flambée de grève à l'occasion des renouvellements de contrats de début décembre a touché l'ensemble du bassin (environ 160.000 ouvriers). Cette fois, forts de leur expérience antérieure, les mineurs exigent de bloquer par des piquets armés les puits où travaillent des mineurs non-syndiqués et menacent de brûler les chariots si la police s'y oppose.

Des affrontements avec la police ont déjà fait plusieurs blessés et un mort, et la situation se tend, dans la mesure où les réserves ont diminué depuis les grèves précédentes, et où la vague de froid accroît la demande. Sous la pression, le patronat et l'**United Mine Workers** ont cette fois mijoté un accord qui redonne les avantages sociaux et prévoit 37 % d'augmentation salariale, mais avec des engagements anti-grève sauvage en contre partie: la réponse des mineurs a été le refus de signer tout contrat contenant la moindre limitation de leur droit de grève.

Quoi qu'il en soit, avec ces 7 mois d'agitation opiniâtre, les mineurs ont renoué avec une tradition de lutte que la corruption syndicale n'a pas réussi à anéantir.

D'autres couches du prolétariat sont des foyers d'agitation actifs, comme les immigrés mexicains (les « chicanos ») dans le secteur de la grande industrie capitaliste. Plus que jamais aux USA se fait sentir l'exigence d'un parti révolutionnaire capable de lier, d'orienter et de renforcer les foyers d'incendie.